

2. Quels honoraires chacune de ces sociétés a-t-elle reçus du gouvernement pour avoir établi ces hypothèques en 1972 et au cours des six premiers mois de 1973?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): La Société centrale d'hypothèques et de logement m'informe que ses dossiers indiquent ce qui suit: 1. A l'égard des prêts approuvés en 1972 et au cours des six premiers mois de 1973 dans le Calgary métropolitain, les services des avocats dont les noms suivent ont été retenus par la Société en vue d'acheminer la documentation hypothécaire à l'égard de ses prêts directs: a) prêts approuvés aux termes de l'article 58, 1972, néant; 1973, néant. b) prêts approuvés aux termes de l'article 15, 1972, M^e J. S. Palmer, Calgary. 1973—M^e D. P. Hays, Calgary. M^e T. J. McCaffrey, Calgary. M^e W. A. Tomblin, Calgary. M^e T. J. Walsh, Calgary.

2. L'emprunteur assume les honoraires d'hommes de loi relativement aux prêts directs de la Société centrale d'hypothèques et de logement; cette dernière n'a donc aucun écrit indiquant le montant des honoraires versés aux avocats en question.

LES AVOCATS ENGAGÉS PAR LA SCHL DANS LE GRAND VICTORIA DE 1968 À 1972

Question n° 2377—**M. McKinnon:**

1. Quelles études légales de Victoria (Colombie-Britannique) ont établi les hypothèques de la SCHL pour a) les prêts assurés, b) les prêts non assurés, en 1968, 1969, 1970, 1971 et 1972?

2. Quels honoraires chacune de ces études a-t-elle reçus du gouvernement pour avoir établi ces hypothèques en 1968, 1969, 1970, 1971 et 1972?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): La Société centrale d'hypothèques et de logement m'informe que ses dossiers indiquent ce qui suit: 1. A l'égard des prêts approuvés de 1968 à 1972 dans le Victoria métropolitain, les services des avocats dont les noms suivent ont été retenus par la Société en vue d'acheminer la documentation hypothécaire à l'égard de ses prêts directs: a) Prêts approuvés aux termes de l'article 58: 1968, Cox, Taylor and Co., Victoria; Crease and Co., Victoria; Hallett, Stewart and Co., Victoria. 1969, Cox, Taylor, Pollard and Co., Victoria; Crease and Co., Victoria; Hallett, Stewart and Gow, Victoria; Stone and Bryant, Victoria. 1970, Clay and Co., Victoria; Cox, Taylor, Pollard and Co., Victoria; Crease and Co., Victoria; Hallett, Stewart and Gow, Victoria; Stone and Bryant, Victoria. 1971, aucun. 1972, aucun. b) Prêts approuvés aux termes des articles 15 et 47: 1968, Cox, Taylor and Co., Victoria. 1969, Cox, Taylor and Co., Victoria; Crease and Co., Victoria; Hallett, Stewart and Gow, Victoria. 1970, Crease and Co., Victoria; Hallett, Stewart and Gow, Victoria; Stone and Bryant, Victoria. 1971, Mrs. E. Bottrell, Victoria; Cox, Taylor and Co., Victoria; Hallett, Stewart and Gow, Victoria. 1972, Hallett, Stewart and Gow, Victoria; Pearlman and Lindholm, Victoria.

2. L'emprunteur assume les honoraires d'hommes de loi relativement aux prêts directs de la Société centrale d'hypothèques et de logement; cette dernière n'a donc aucun écrit indiquant le montant des honoraires versés aux avocats en question.

Questions au Feuilleton

PÉNITENCIER DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE— L'INVITATION DU SOLICITEUR GÉNÉRAL PAR LES SURVEILLANTS

Question n° 2650—**M. Reynolds:**

A la mi-mai, les surveillants du pénitencier de la Colombie-Britannique ont-ils demandé à rencontrer le Solliciteur général pour discuter a) du surpeuplement de détenus, b) de la discipline au sein des détenus, c) des détenus qui sont sous surveillance protectrice, d) des absences temporaires, e) des communiqués de presse qui portent préjudice au personnel du pénitencier et, dans l'affirmative, combien de temps le ministre a-t-il consacré à ce groupe?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Par le ministère du solliciteur général (Service canadien des pénitenciers) Oui. Le solliciteur général s'est rendu en Colombie-Britannique, le 14 mai 1973, afin de visiter l'établissement de William Head, dans l'île de Vancouver, et de prononcer une allocution devant la Société John Howard de Vancouver, mais il est revenu à Ottawa avant d'avoir eu connaissance de la demande des surveillants. Le solliciteur général a discuté des problèmes mentionnés avec les administrateurs et les représentants du comité des employés et ceux du comité des détenus du pénitencier de la Colombie-Britannique, lors d'une rencontre qui a eu lieu le 13 décembre 1972. Il a également eu des discussions semblables avec les représentants de 19 autres établissements. Le solliciteur général est au courant des problèmes soulevés par les surveillants du pénitencier de la Colombie-Britannique et il s'emploie à les régler.

P.P.-J.—LES AFFECTATIONS DE CRÉDITS AUX CIRCONSCRIPTIONS REPRÉSENTÉES PAR DES MEMBRES DU CABINET EN 1972-1973

Question n° 2673—**M. Cossitt:**

1. A combien s'élevaient les sommes globales affectées en 1972-1973, au Programme Perspectives-Jeunesse dans les circonscriptions électorales représentées par les membres du Cabinet?

2. a) Quel est le nom de chaque circonscription électorale représentée par un ministre, b) quel est le nom de ce ministre, c) à combien s'élevaient, en tout, les fonds affectés au Programme Perspectives-Jeunesse dans chacune de ces circonscriptions électorales, en 1972-1973?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): 1 et 2. Il n'est pas possible de répondre à cette question puisque la répartition des fonds au chapitre des subventions de Perspective-Jeunesse est faite en fonction d'une géographie régionale et sous-régionale et non en fonction des limites des circonscriptions électorales.

L'OBJECTIF PRINCIPAL DE SPORT CANADA

Question n° 2685—**M. Jelinek:**

1. Quel est le principal objectif de Sport Canada?

2. Quelles mesures Sport Canada a-t-il prises pour instaurer une planification à long terme en vue du développement physique général de la majorité de la jeunesse canadienne?

3. D'après l'évaluation effectuée par le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, quelles ont été les trois principales contributions de Sport Canada à l'extension des sports?

4. Quels nouveaux programmes Sport Canada a-t-il lancés?

5. Qui prescrit à Sport Canada la ligne de conduite à suivre?

6. Sur quel principal sport met-il l'accent (natation, athlétisme en plein air, soccer, autres)?

7. Quel essor les sports amateurs ont-ils enregistré depuis la création de Sport Canada?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): 1. Encourager, promouvoir et développer la santé et le sport amateur au Canada.